

## LE GRAND DEBAT NATIONAL – compte-rendu

Le 23 février 2019 - salle du conseil municipal – Mairie de Breteil

### **Etat et Services publics**

Nombre de personnes présentes : 20

Animateur : Roger MONTIL

Rapporteur : Nathalie PROTTUNG et Jean-Louis Daniel

Début du débat : 10H05

Fin du débat : 12H00

*Cadre : parole libre et partagée, ouverte au débat dans le respect des opinions d'autrui, laisser chacun aller au bout de sa parole sans s'interrompre.*

Discours de préambule, documents mis en ligne, est un langage politique. C'est du flan, une chape de plomb.

Il faut un vrai questionnement. Faut-il que les services publics soient rentables ? Or, le système est néolibéral.

Par définition, le service public n'est pas rentable. Il faut investir pour vivre en société, le gain sociétal ne sera visible que dans vingt ans.

Le questionnaire de façon caché induit : Qu'est-ce qu'on réduit ? Quel service public sera-t-il moins doté ?

Le questionnement est biaisé, une manière avenante pour cacher des attendues peu sympathiques. Le débat sur ce thème est orienté. Les questions sont fermées.

Refus de l'assemblée de suivre les questions.

### **Des exemples**

#### Le renouvellement de la carte d'identité

Avant, le citoyen allait en mairie pour renouveler sa carte d'identité. C'était simple. Maintenant, il faut préremplir un document en ligne, puis le télécharger sur son smartphone ou l'imprimer (fracture sociale et/ou numérique). Puis il faut prendre rendez-vous dans une des 31 mairies qui a été choisie pour la prise d'empreintes. Aucune concertation, démarche technocratique !

Pour un délai raisonnable, moins d'un mois, il faut se rendre à Rennes, ce qui peut poser le problème de la mobilité, et paradoxalement également celui de la proximité.

Il y avait les moyens techniques de faire les empreintes dans toutes les mairies.

#### Un autre exemple : Obtention d'une carte grise pour les véhicules d'occasion

C'est une catastrophe d'avoir fermé ce service au sein des préfectures. Tout est dématérialisé, virtuel. Le service est souvent inaccessible, ce qui engendre des véhicules en circulation sans papier.

C'est un syndrome, celui du tout technologique.

Le choix du technologique au détriment de l'humain est une erreur conceptuelle de base.

### Le choix du train à grande vitesse au détriment des autres lignes

La technique et la vitesse ont prévalu sur la régularité et la fiabilité. Ainsi des gares ont été créées au milieu de nulle part, des guichets de gare peu rentable ont été fermés.

Il est nécessaire d'avoir une interface humaine.

### Le tout en ligne

Il est difficile voire parfois impossible de modifier des formulaires sur l'impôt à la source. Il faut donc appeler un service. Il n'y a pas de gain de temps.

Les annuaires vont disparaître. Or des personnes âgées peuvent n'avoir qu'un téléphone fixe, ce qui va les isoler encore plus, car ces personnes n'oseront pas demander de l'aide. Des bénévoles d'associations, comme ATD quart monde, aident ces personnes.

Pôle emploi va voir ses effectifs diminués pour gagner en productivité. Mais seulement la moitié des demandeurs d'emploi retrouve un emploi stable au bout de 18 mois. Ce service public a déjà recours à des opérateurs privés. Moins de personnes en agence, en revanche, il y a quatre fois plus de contrôle, ce sont des mesures anti-chômeurs.

Pour des restrictions de budget, de moins en moins de fonctionnaires, la société devient zombie, il n'y a plus de rapports humains. Les personnels font ce qu'ils peuvent. L'humain disparaît.

Tous travaillent à leur niveau.

L'université a recours à des entreprises privées, notamment pour le nettoyage, moins de personnel pour plus de travail. Les poubelles ne sont pas toujours vidées.

L'université est proche du déficit, l'évite pour ne pas être sous tutelle du Recteur. Lors d'une mutation ou d'un départ de retraite, le fonctionnaire n'est pas remplacé, ou s'il l'est c'est par un contractuel. Même si la personne est compétente, elle n'est pas gardée.

Des stagiaires vont être responsables de classe, alors qu'ils ne sont pas prêts.

Il y a une demande forte pour que des cours soient en ligne, ce qui peut engendrer des fermetures de postes. Quatorze ans de réforme sur vingt ans d'Education nationale.

Le grand débat est une attaque envers les fonctionnaires, sur leur statut. De plus en plus, d'obligation incombe aux fonctionnaires, droit de réserve.

Le fonctionnaire fait un choix de carrière, il n'est plus protégé, son poste n'est plus à vie, et le salaire est bien moindre que dans le privé. Il ne reste que la possibilité de

dire non, et de protéger l'Etat de dysfonctionner. Il y a de plus en plus de souffrances. C'est de la maltraitance institutionnelle !

### Regroupement des services

Où est-ce qu'on regroupe ? Si tous les services sont à Paris, quel est le gain de temps ? Est-ce pertinent pour l'environnement ?

Il y a des regroupements dans les communes, mais si tout est à Rennes, cela crée des difficultés. Il n'y a moins d'effectif, donc plus d'attente et plus de délai.

L'Etat n'est pas que sur service aux publics. En revanche, les Hauts Fonctionnaires gagnent beaucoup, ne sont jamais responsables de leur acte, à la différence des agents comptables qui doivent engager leurs deniers personnels. Il faudrait « dégraisser le mammoth », celui de Grenelle. Trop de Hauts Fonctionnaires, trop de commissions... un coût considérable au détriment des fonctionnaires sur le terrain. Les Hauts Fonctionnaires ne sont jamais sanctionnés.

Un ministre a démissionné, car il ne pouvait pas accomplir sa mission. Tout le gouvernement devrait démissionner.

Il faudrait un moratoire sur les services publics.

La plupart des personnes du service publics, même si elles pensent que c'est mal organisé. Cf France Inter.

Comment faire pour maintenir l'emploi si personne n'y va ?

Il y a une transformation des services par une démonstration de l'inorganisation dans le but de les rendre privés. Les services rendus aux personnes par La Poste avant sont devenus par la privatisation des services payants.

On arrive à une idéologie de privatiser le service public ou de sous-traiter des services par des entreprises privées dans le but de gagner de l'argent.

La chose publique ne doit pas être rentable.

Il est nécessaire de réorganiser, car il y a des millefeuilles.

Tout maintenir ou tout casser. Il y a des diagnostics, des études mais pas de solutions avancées.

La posture du gouvernement est liée à la loi de finance.

Le service public a évolué, évolue et va évoluer avec des choix dramatiques.

Quel critère prendre en considération ? proximité ? économie ? Réforme et évolution !

On ne peut pas être rentable dans tous les domaines, l'éducation et la santé.

La confrontation privé/public est accessoire. Il faut tout prendre en compte, généralement, il n'y a qu'un aspect qui est pris en compte.

L'hôpital coûte cher, mais les cliniques ne prennent que les actes rentables et onéreuses. Déficit d'un côté, gain de l'autre ! C'est un choix de société. Le médecin peut travailler à la fois dans le public et dans le privé. C'est bizarre. Le paiement à l'acte amène des dérives. Il n'y a pas de curseur pour juger les deux.

L'assurance maladie en France est à 10 % du PIB, ce qui est meilleur que celui des Etats-Unis qui est à 14%.

Faut-il aller dans le privé ou le public ?

Quand, le public crée une classe, le privé avec le même budget en fait trois.

Le problème vient des marchés publics. Pourquoi prendre toujours le moins disant ? Pourquoi ne pas prendre le plus disant selon des critères, local, personnel spécifique ?

C'est le lien commun auquel il faut penser.

Quelle est la place de l'Etat ?

Lors de la crise 2007-2008, l'Etat et les fonctionnaires l'ont amortie.

On ne peut pas tout demander à l'Etat.

Le service public ne va pas au profit. Un phénomène qui a besoin de s'amplifier, l'intérêt général doit se baser sur des valeurs.

Les trois fonctions régaliennes sont la sécurité, la défense et la justice.

Il faut réfléchir au service public en termes de valeur. Il faut créer des valeurs sociales.

Le service militaire permettait l'intégration sociale.

Il faudrait ajouter une fonction régalienne, celle de l'Education, l'Ecole de la République qui a pour mission la formation de la jeunesse avec qualité. En divisant par deux les effectifs des CP et CE1, les évaluations montrent que c'est efficace.

Il y a deux réflexions, une macro et un micro, celle mondiale et celle du quotidien.

Dans le monde, il y a trente six personnes qui gagnent autant que quatorze milliards de personnes ! 20 milliards est le PIB de la Lettonie.

Le thème de l'inégalité n'est pas inscrit dans les débats ! C'est la source du problème, le capitalisme néolibéral, mais le système est solide.

L'investissement dans le service public, ça paie dans le long terme. Ce n'est pas rentable.

Une logique d'équité doit être mise en place plus que d'égalité.

Beaucoup de critiques, de perspectives, mais quelles sont les solutions ? Attendre le grand soir, une bonne guerre ?

Des tas de gens sont acteurs, trouvent des solutions. Les initiatives individuelles n'ont pas d'incidence sur les courbes. Il n'y a pas de conséquences palpables. Le zéro déchet est impossible. Il y a du plastique partout.

Une solution : taxer les capitaux ! Pour certains, il est plus intéressant d'avoir des capitaux plutôt que de les investir.

Taxer le capital pour financer le service public.

Chacun transforme le système par son initiative. Il faut avoir une démarche personnelle, responsable. J'ai un pouvoir, la technologie le permet. Une réforme est une somme des initiatives. Individuellement, je peux décider d'une politique.

L'acte individuel reste limité. L'Etat doit agir, donner l'impulsion. Il n'y a pas de démarche volontaire.

Le citoyen devrait pouvoir agir sur les administratifs qui freinent le système, et qui ne veulent pas que cela bouge. Le président du Défenseur des droits ne voyait pas où était le problème.

Le système peut-il exister seul ? L'institution a sa vie propre. Il n'y a pas de libre-arbitre en son sein. Seuls quelques individus sont capables de lutter.

L'individu ne s'oppose pas à l'institution qui n'est pas l'Etat. L'individu est autonome. Il y a des dérives sur les réseaux, entre abus et délation.

Priorité : préservation de la vie. Il y a une obligation de transmettre à la génération suivante un monde meilleur.

## **Le Grand Débat National**

**Samedi 23 Février 2019**

**De 10 à 12h en Mairie de Breteil**

### **L'organisation de l'Etat et des Services publics**

*Après avoir repris le diagnostic et posé les enjeux, il a été proposé de s'appuyer sur les quinze questions posées, concernant cette thématique.*

La première prise de parole a consisté à s'interroger sur le bien fondé de l'organisation de ce débat de ce matin autour de ce discours préparé et de l'obligation d'y adhérer. Il s'agit du langage politique du carré vert dont l'objectif est de rendre le service moins coûteux. Ces questions ne sont que du flan compte-tenu de la chape de plomb financière. Il n'est fait état d'efficacité qu'en terme de rentabilité alors que ce n'est pas l'objet du service public. L'ensemble est un discours néolibéral dérangeant.

Il existe un biais permanent dans ce qui est énoncé, la question est avenante, mais les résultats c'est la désertification des campagnes. A ce titre, il faut constater que les médecins ne s'installent pas là où les services publics n'existent pas.

Ce thème, présenté ainsi, est une attaque contre les fonctionnaires, le statut est attaqué par le gouvernement.

Je refuse de répondre à ces questions en cette situation de psychothérapie de groupe.

On a le sentiment que l'on nous fait la leçon et c'est choquant.

Ces façons de faire sont en fait des techniques de management éprouvées. Ne dit-on pas de son chien qu'il a la rage lorsqu'on veut le tuer?

Il y a eu assez d'études en la matière montrant que des solutions existent, mettons les en œuvre.

Il faut se déconnecter d'un questionnaire qui est orienté.

*Il n'est pas souhaité de suivre le déroulé proposé. Il n'est alors pas possible de synthétiser l'échange, seulement de fidèlement rapporter les propos dans le respect des opinions des uns et des autres, chacun allant au bout de sa parole sans être interrompu.*

Le débat se poursuit selon le principe énoncé lors d'une prise de parole, que l'expression d'une personne ne vaut pas le nous.

*Il est fait état de situations actuelles :*

Le renouvellement de la carte d'identité se déroulait auparavant en mairie. Désormais, la démarche est effectuée sur internet, il est aussi question de smartphone,... c'est ce qu'il faut

nommer la fracture numérique. Il faut ensuite se rendre dans l'une des mairies désignées et là se posent des questions de proximité et de mobilité, de délai, ...voire d'absence de retour. C'est à la fois choquant et difficile pour les familles. Typiquement, c'est une décision venant d'en haut, technocratique dans toute sa splendeur.

La délivrance de la carte grise est une catastrophe administrative. Le service mis en place ne fonctionne pas, tant et si bien que des véhicules circulent sans papier. C'est une absurdité intellectuelle qui tient au seul choix technologique, alors que la notion de service s'exprime normalement par rapport à une personne, « je ne parle pas à un écran ».

De même, lorsqu'il est question de mobilité ferroviaire, le seul choix qui vaille est celui du train à grande vitesse. Ainsi des gares ont été créées au milieu de nulle part, des guichets ont été fermés, des arrêts supprimés, des petites lignes abandonnées,... C'est une erreur que de penser à toujours plus de technologie et de moins penser à l'humain.

Il est aussi impossible de modifier des formulaires sur l'impôt à la source après les avoir complétés. Il faut alors contacter le service, ce qui revient à reprendre la procédure depuis le départ, utilité du service en ligne?

La disparition des annuaires qui valide encore plus l'isolement des personnes âgées et des déconnectés. Alors même que ce n'est pas ces personnes qui demanderont de l'aide,...Heureusement, des services tels ATD Quart Monde sont là pour tisser ce lien social indispensable.

L'idée même que dans la défense tout allait se passer comme dans un jeu vidéo avec les progrès technologiques seulement à l'évidence il est fait état de la lacune de la présence humaine.

La diminution des effectifs à pôle emploi, puisqu'il est exigé de la compétitivité entre agents, alors même que le retour à l'emploi ne s'avère pas si satisfaisant. Dans le même temps, il est fait de plus en plus appel et en toute opacité à des opérateurs privés et le nombre de contrôle de chômeurs augmente.

Le scandale du système de paie dans les armées, sans qu'aucune sanction ne soit prise, sans responsable alors qu'aujourd'hui encore des personnels sont en grandes difficultés financières et cela n'est pas fini.

L'université est aujourd'hui proche du déficit, les dotations ne sont pas à la hauteur de ce qu'elles devraient être. Elle a recours à des contrats courts de contractuels, qui ne sont pas prolongés, même si la compétence est au rendez-vous. De plus en plus de prestations sont confiées à des opérateurs privés. Avec le numérique, la tendance est au cours en ligne, ce qui engendre des suppressions de postes et pose la question des droits d'auteur. A ceci il est rétorqué que la création sur le temps de travail appartient à l'institution. Ce qui permet alors d'évoquer le statut qui prévoit ces aspects en terme de droit. Au-delà le statut existe pour le droit de contrôle du fonctionnaire dans sa mission de service public, accompagné de son devoir de réserve. Protéger le statut peut consister à s'opposer à sa hiérarchie lorsque celle-ci dérape et, au-delà, protéger l'état et se protéger soi-même. En matière de salaire, cela relève d'un choix individuel de carrière.

*Des constats et/ou réflexions d'ordre généraux*

Le service public est un bien national à conserver, les fonctionnaires ne font qu'appliquer les lois et décrets votés. Il est utile que cela se passe dans de bonnes conditions, or il est question de souffrance au travail.

Les choses sont organisées pour qu'il soit permis d'affirmer que cela ne fonctionne pas bien. L'organisation de l'inefficacité a pour objectif la privatisation pour que des entreprises gagnent de l'argent. Le service public ne doit pas être regardé sous l'angle de la rentabilité, c'est une aberration.

Paradoxalement, on a l'impression que l'ensemble fonctionne plutôt mal, alors que chacun, en ce qui le concerne considère que les agents font ce qu'ils peuvent et se montre satisfait du service. Force est de constater une forme de déshumanisation.

Un service public, mais pourquoi? La distribution du courrier, par exemple. Il ne coule pas forcément de source que ce soit du ressort d'un service public. On est en droit de se poser la question. Des services, sans être publics fonctionnent très bien tout en étant privé.

Il ne faut pas tout demander à l'état, chacun doit pouvoir travailler à son niveau pour renforcer le lien social, l'humain est capital en la matière. Il est faux de penser qu'il n'est seulement question que de service public et d'argent. Beaucoup de critiques, d'analyses pertinentes, de propos sont rapportés dans ces débats, mais la solution est-elle d'attendre le grand soir. La société bouge, évolue, soyons en acteur. Énormément d'initiatives sont prises à travers le territoire, cependant aucune courbe inquiétante ne s'incurve durablement. Plus de ND des landes mais un trafic aérien qui va augmenter, la reconstitution du bocage et la déforestation qui s'accroît, l'objectif zéro déchet et le sur emballage,... Je ne roulerai plus lorsque l'essence sera à 10 Francs, on s'habitue facilement et on s'adapte globalement tous très bien.

Chacun peut changer le système par son comportement individuel, une démarche personnelle, responsable. J'ai un pouvoir que la technologie me permet d'exercer. Le système ne va pas se réformer de lui-même, il ne faut pas se satisfaire du y'a qu'à faut qu'on! Mais les «Restos du Cœur» existent toujours, à ce titre donner sous déduction fiscale permet à l'état d'aussi participer.

Trois missions sont régaliennes, la défense, la sécurité, la justice. Elles ne sont pas à apprécier en terme de coût, mais en terme de valeur, une notion qui n'entre pas dans la richesse nationale, ainsi l'intégration sociale du service militaire.

L'éducation est aussi une mission régaliennne. L'évaluation sur la division des classes de CP et CE1 montre l'efficacité du dispositif. C'est important pour l'avenir cela donnera à ces jeunes citoyens les capacités intellectuelles pour analyser, prôner l'échange, abattre les ignorances. L'investissement public paye à long terme, pour exemple, les «Scholls of arts» en Angleterre après la guerre ont permis l'éclosion des Beatles, Rolling Stone, Pink Floyd et tant d'autres.

Les budgets sont à maintenir, le cas échéant à renforcer pour conserver la présence humaine face au numérique omniprésent. Il est créé une société de zombies dans laquelle on ne se voit pas.

Il existe beaucoup trop de strates administratives, d'agences, de comités,... Il s'y passe des choses étonnantes, ainsi, la Présidente de la Commission Nationale du Débat Public, au salaire qu'aucun universitaire n'aura jamais, refuse de prendre la responsabilité de ce qui est l'essence même de sa commission, sans être inquiétée plus que cela. C'est pour le moins



honteux, il aurait été de son devoir de démissionner. D'aucun ministre démissionne, justement parce qu'il ne peut accomplir la mission qui lui est confiée.

Seuls les Hauts Fonctionnaires ne sont responsables de rien, cela pose problème ils ne sont jamais mis devant leur responsabilité. Alors que localement un agent comptable est responsable sur ces deniers propres

Le regroupement de services publics peut être une idée intéressante, mais au-delà de l'idée elle-même, où et comment? Chacun le souhaitant, bien évidemment, à sa porte! Il serait aussi à envisager sous l'angle de la transition énergétique mais cela ne cache-t-il pas centralisation, réduction d'effectif, donc plus d'attente et plus de délai?

Dans l'enseignement, lorsqu'un certain ministre avait appelé à «dégraisser le mammoth», il évoquait les services du ministère dans lequel de Hauts Fonctionnaires, ont acté la suppression de 25 000 postes de formation avec pour effet de mettre des stagiaires, responsable de classe sans être prêt. C'est de la maltraitance institutionnelle.

Sur le fronton de nos mairies, la devise républicaine est inscrite. Il faut arrêter de matraquer les services publics, arrêter de dire que les fonctionnaires, sont nuls sans en être un, je sais qu'ils souffrent. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faille pas repenser les choses, réorganiser,... mais pas casser pour casser. Cela a déjà été fait en 1789 par l'instrumentalisation du peuple par les bourgeois, c'es ce qu l'on vit toujours depuis. Il est aussi une logique d'équité plutôt que d'égalité avec cependant le biais certain de sa mesure

La bipolarité en la matière est gênante, autant il ne faut pas tout casser, autant il ne faut pas tout garder. Il ne faut pas être naïf, les services publics ont toujours évolué, des fois dramatiquement. Sans massacrer les services, il est nécessaire de se coller aux mouvances du moment. Ne pas se poser ces questions de l'évolution des services publics est un non-sens.

Il semble tout de même que le seul argument mis en avant en terme d'évolution soit celui de la rentabilité. Or, il n'est pas possible d'être rentable dans tous les domaines. Tous les indicateurs sont indexés au PIB, ainsi la santé représente-t-elle 10 % du PIB en France et 14 % aux États-Unis. Les différences entre ces 2 systèmes sont pourtant évidentes, notre système est sensiblement plus efficace.

La confrontation privé/public est accessoire, car il faut la prendre dans sa globalité. Alors que les choses sont regardées selon un prisme particulier et que l'on ne retient que ce que l'on veut bien.

Il existe un vrai débat, Public-Privé quant à l'utilisation des moyens financiers, ainsi à l'école au même coût, une classe publique fonctionne pour trois dans le privé. Dans les marchés publics, sans lesquels beaucoup d'entreprises françaises auraient des difficultés, pourquoi recourir à la moins disance, le dispositif 'est pas paré de toutes les vertus. Dans la santé, on entend parler que des difficultés du CHU, jamais dans les cliniques privées, on accroît le déficit d'un côté pour capitaliser de l'autre c'est un choix de société. Il faut se poser la question des limites de savoir où positionner le curseur. Autoroute, aéroport de Toulouse, il n'est question que d'actionnariat, parallèlement des coopératives mutuelles existent, il y a peut-être à envisager un fonctionnement qui ne soit pas seulement sous la logique de toujours plus de profit. En général ce n'est pas parce que c'est public que c'est bien et inversement que parce que c'est privé c'est mal

Les notions d'intérêt général, d'économie sociale et solidaire existent, la difficulté réside dans la position du curseur ainsi pour revenir à la santé, la rétribution à l'acte est peut-être une

erreur. La réflexion sociétale Dans un monde dans lequel 36 personnes gagnent autant que les 7 milliards d'autres est nécessaire pour faire bouger les lignes et faire évoluer les choses, à la complexité près qu'elle autant à l'échelle planétaire, qu'individuelle. Il faut s'interroger sur l'impact négligeable ou pas de nos actions au quotidien.

Alors même que le grand débat n'y fait pas allusion, ce sont les inégalités qui sont la source du problème et le capitaliste néolibéral ne s'y attaque pas, le système reste solide.

Pour l'heure, il est nécessaire de s'exprimer en allant voter. Mais les mandats ne sont pas impératifs.

### Des propositions :

La mobilité interministériel des fonctionnaires

Favoriser les passerelles entre les fonctions publiques

Revoir le statut à vie, (même si ce n'est plu le cas, il faut faire fort pour s'en faire sortir!)

Les services de contrôle de l'état sont sous-dotés, (inspection du travail, CNIL, services fiscaux) affirmer le rôle de contrôle (en maîtrisant la dérive possible)

Réviser la fiscalité, l'agrégation des capitaux est trop rapide

Défendre des politiques plutôt que de parader au G7 ou au G20

Taxer le capital (où l'on reparle de la taxe Tobin)

Doter la cours des comptes d'un pouvoir de sanction

Ne plus se moquer des citoyens

### Dernières réflexions:

Bien que la moyenne d'âge soit élevée dans ce groupe, force est aussi de constater que la jeunesse bouge. Il faut établir des priorités, la préservation de la vie par exemple, n'être ni optimiste, ni pessimiste, et transmettre simplement aux générations futures.

Il existe forcément un lien entre les différentes thématiques de ce grand débat, ce qui montre la complexité de l'exercice. Si l'état impulse les choses, il peut y avoir des raisons de les voir avancer, même petitement et être optimiste. Seulement cette impulsion doit se faire sentir, ce qui n'est pas le cas! Les actions individuelles en ce sens restent limitées, il faut nécessairement interpeler le gouvernement.

Le système n'est pas pervers par lui-même, si celui-ci n'est pas satisfaisant c'est que les personnes qui en ont la charge le pervertissent. Le citoyen doit avoir un droit de regard sur les pouvoirs administratifs qui n'ont aucun intérêt à se réformer. Le défenseur des de droits ne s'y opposait d'ailleurs pas.

L'institution a sa vie propre. Il n'y a pas de libre-arbitre en son sein plutôt un conditionnement  
Seul quelques individus en sont capables. Mais L'individu ne s'oppose pas à l'institution.  
L'individu est autonome.